

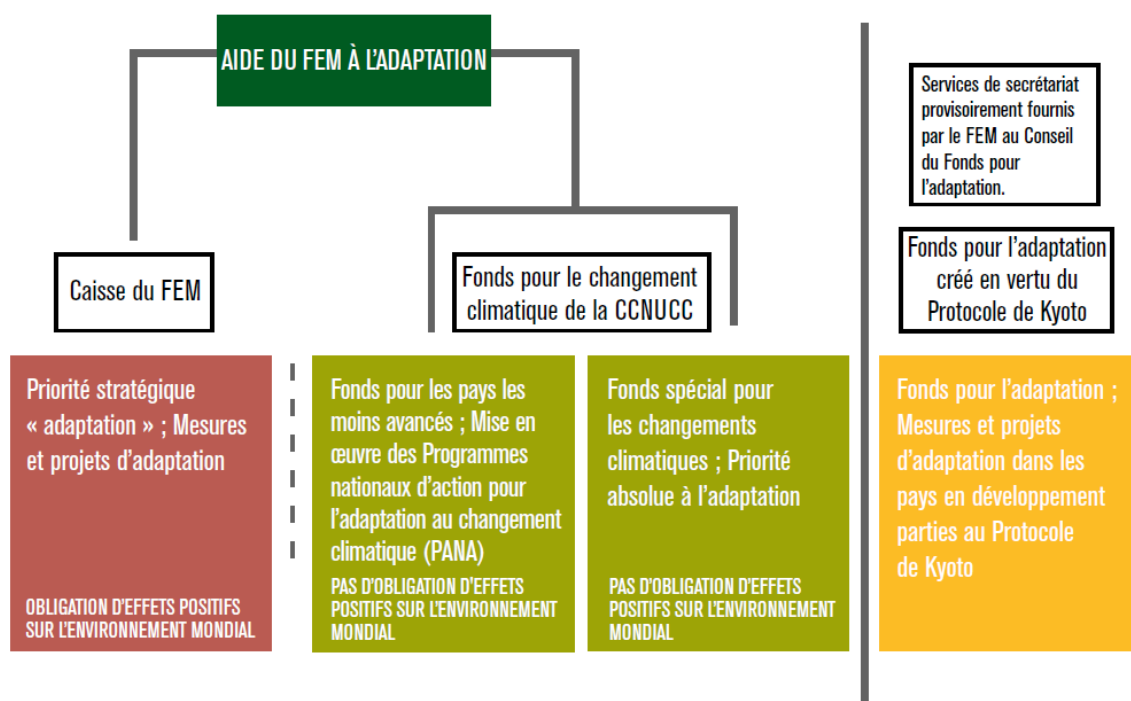
Fonds d'adaptation aux changements climatiques – FEM GEF, Global Environment Facility

Présentation

Les changements climatiques représentent le deuxième domaine d'intervention du FEM en terme de nombre de projets avec 669 projets sur un total de 2 262. Ils représentent près d'un tiers des financements du FEM soit environ 2,5 milliards de dollars. Enfin, près de la moitié des cofinancements¹, soit environ 15 milliards de dollars, sont dédiés aux changements climatiques.

Trois fonds internationaux gérés par le Fonds pour l'environnement mondial, l'entité financière opérationnelle de la CCNUCC, financent actuellement des mesures d'adaptation (voir figure 1). La somme de leurs ressources ne s'élève qu'à près de 300 millions de dollars, somme dérisoire face à l'estimation des besoins : de 19 à 187 milliards de dollars US par an selon le rapport Stern de 2006.

FIGURE 1 : LES TROIS FONDS FINANÇANT LA CAPACITÉ D'ADAPTATION ET ADMINISTRÉS PAR LE FEM



Source: le FEM

¹ Le cofinancement du FEM (GEF) se compose du total des ressources en espèces et en nature engagées par les gouvernements, les autres sources multilatérales ou bilatérales, le secteur privé, les ONG, les bénéficiaires des projets et les entités d'exécution du FEM concernées.

Le FEM a mobilisé 400 millions de dollars à l'appui de l'adaptation au changement climatique dans le cadre de sa priorité stratégique « adaptation », du Fonds pour les pays les moins avancés et du Fonds spécial pour les changements climatiques. En outre, il fournit des services de secrétariat au Conseil du Fonds pour l'adaptation.

Nouvel instrument de financement international, le Fonds d'adaptation a été établi par le protocole de Kyoto et devrait devenir le principal instrument de financement de l'adaptation des pays en développement et disposer, selon les estimations du Secrétariat de la CCNUCC, de 80 à 300 millions de dollars par an entre 2008 et 2012, et de 100 millions à 5 milliards de dollars par an pour la période 2013-2030. La pérennité de ses moyens dépendra largement de l'évolution des marchés du carbone.

Lien avec la LCD

De nombreuses actions d'adaptation sont également des mesures de lutte contre la désertification. Dans le monde rural des régions sèches affectées par la désertification, les projets et actions visant notamment les économies d'énergie ou la gestion durable des ressources énergétiques (bois-énergie notamment), ainsi que la lutte anti-érosive et donc la séquestration du carbone par des aménagements de terres agricoles ou par des plantations contribuent de fait aux objectifs d'adaptation et aux objectifs de lutte contre la désertification.

C'est ainsi que pour les pays les moins avancés situés dans des régions sèches, les Plan d'action nationaux pour l'adaptation aux changements climatiques (PANA) sont souvent identiques aux programmes d'action nationaux pour la lutte contre la désertification (PAN LCD) pour le contenu qui s'adresse au monde rural.

Modalités d'accès à ces financements

Les projets du FEM sont exécutés en partenariat avec des institutions internationales, des organisations non gouvernementales et le secteur privé. Le FEM rassemble ainsi dix organisations dont le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), la Banque mondiale et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

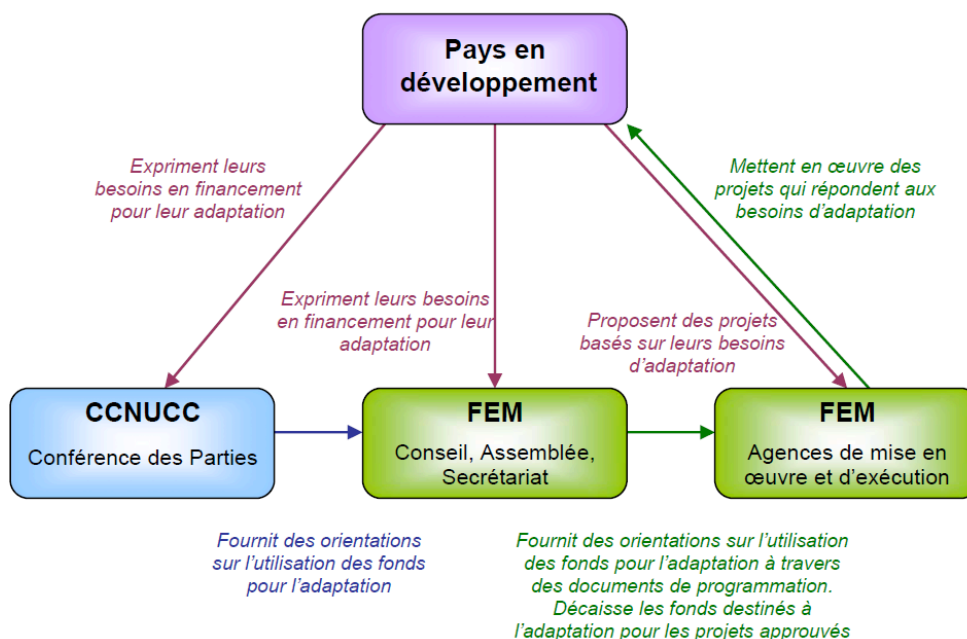
Les projets sélectionnés résultent d'un système de gouvernance spécifique entre les pays en développement, la CCNUCC et le FEM (voir figure 2). Les pays en développement négocient à la fois à la CCNUCC et au FEM sur les orientations générales concernant l'utilisation des fonds.

La Conférence des Parties de la CCNUCC expose aux hautes entités du FEM (le Conseil du FEM, l'Assemblée et le secrétariat du FEM) ses orientations sur la manière d'utiliser les fonds destinés à l'adaptation. En réponse, les hautes entités du FEM traduisent les directives reçues par la CCNUCC à travers des documents de programmation qu'elles fournissent aux agences de mise en œuvre et d'exécution. Elles décaissent également les fonds destinés à l'adaptation pour les projets approuvés.

Les pays en développement proposent également des projets en réponse à leurs besoins d'adaptation aux agences de mise en œuvre et d'exécution du FEM. Ces agences, responsables de la proposition et de la gestion des projets, sont au nombre de dix : PNUD, PNUE, Banque mondiale, BAfD, BAD, BERD, BID, FIDA, FAO, ONUDI.

Le porteur de projet et l'agence exécutive choisie construisent alors ensemble un formulaire d'identification du projet (PIF en anglais pour "*project identification form*"), qui décrit le projet, et un document de demande de subvention pour le projet (PPG en anglais pour "*project preparation grant*") qui inclut une description des activités et les budgets correspondants. Ils soumettent alors ces documents au Secrétariat du FEM pour approbation. Enfin, l'agence exécutive du FEM mettra en œuvre le projet s'il est approuvé.

Figure 1: Gouvernance des instruments financiers pour l'adaptation sous la CCNUCC et le FEM



Source : Mission Climat de la Caisse des Dépôts, adaptée de Möhner and Klein (2007).

Références

Drouet Anita, 2009. *Financer l'adaptation aux changements climatiques - Ce que prévoit la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques*. Ed. Caisse des dépôts, Etude Climat n°17.

Disponible en ligne :

http://www.caissedesdepots.fr/fileadmin/PDF/finance_carbone/etudes_climat/note17_finance_ment_adaptation.pdf

Consulté le 5 juin 2012

Fond pour l'environnement mondial, 2010. *Financer l'adaptation aux changements climatiques*.

Disponible en ligne :

<http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/publication/financing-adaptation-action-FR.pdf>

Consulté le 5 juin 2012

Fond pour l'environnement mondial, 2011. *Strategy on Adaptation to Climate Change for the Least Developed Countries Fund (LDCF) and the Special Climate Change Fund (SCCF)*.

Disponible en ligne :

<http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/publication/GEF-ADAPTION%20STRATEGIES.pdf>

Consulté le 5 juin 2012